

PLANQUE RADIOACTIVE

LE 14 FÉVRIER 2012 CLAIRE BERTHELEMY ET FABIEN SOYEZ

Le nucléaire, c'est une bonne affaire sauf pour celui qui descend la poubelle. Actuellement, près d'un petit village de la Meuse, un gigantesque chantier attend d'abriter sous-terre plus de 70.000 mètres cubes de déchets nucléaires. Le projet effraie - à raison - les habitants. Deux organisations ont été créées pour arroser d'argent leurs élus et leur collectivité.



Entre les départements de la Meuse et de la Haute-Marne, à proximité du village de Bure, étrange ambiance. Depuis 1993, un site d'enfouissement de déchets nucléaires est en projet. Actuellement en cours de construction et baptisé Centre industriel de stockage géologique (Cigéo), il pourrait à terme confiner pendant des milliers d'années 65 300 m³ de déchets de moyenne activité et 7 910 m³ de déchets de haute activité.

15 km² sous-terre

Pour faire accepter le projet, deux groupes d'intérêt public formés pour l'occasion achètent la paix civile en arrosant de subventions les communes et les entreprises : Objectif Meuse et le GIP de Haute-Marne. Dans l'un de ses avis rendu en janvier 2010, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), régulateur du projet, rappelle :



l'importance qu'il y a à choisir un site pour stocker les déchets de haute et moyenne activité à vie longue en vue d'une mise en exploitation du centre de stockage en 2025.



Surtout compte tenu de l'étendue du site : quelques 300 hectares d'installations en surface et 15 km² d'installations souterraines, situées à 500 mètres de profondeur dans une couche d'argile. Avec le projet Cigéo, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) cherche à réaliser un site fermé mais "réversible" pendant au moins un siècle. Cigéo devrait être construit autour du petit village de Bure, 94 habitants. Depuis 15 ans, les opposants au projet sont nombreux, qu'il s'agisse d'associations comme **Bure Stop** ou d'élus locaux.

L'idée d'un enfouissement souterrain des déchets nucléaires n'est pas nouvelle. En 1988, quatre départements, l'Ain, l'Aisne, le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres, avaient été retenus

pour la création de “centres de stockages souterrains”.

Des “travaux de recherche sur le terrain” avaient aussitôt commencé. Face à une “opposition ferme et résolue d’une grande partie des populations concernées”, les travaux avaient été suspendus deux ans plus tard. “L’idée de l’enfouissement est dans les cartons depuis longtemps, l’Etat a juste modifié son approche”, se rappelle Nadine Schneider, porte parole de Bure Stop, association membre du **réseau Sortir du nucléaire**. Fin 1991, la loi Bataille sur la gestion des déchets radioactifs est votée. La porte-parole de Bure Stop soupire :



On ne parlait alors plus d’enfouissement, mais d’un laboratoire de recherche. Un projet scientifique, présenté comme porteur d’emplois et bénéfique pour l’économie des départements. C’était comme un cheval de Troie, en prévision d’un enfouissement futur.



En 1993, quatre nouveaux départements sont candidats, comme en 1988 : le Gard, la Vienne, la Meuse et la Haute-Marne. Cette fois, indique Nadine Schneider, “on fait miroiter aux départements un financement très important.” Arsène Lux, maire de Verdun, était conseiller municipal à l’époque.



L’État avait choisi la Meuse parce qu’elle était faiblement peuplée. À Verdun, il y a eu un vote unanime des conseillers généraux du moment en faveur du laboratoire. Trois semaines après, l’Andra a publié une brochure qui ne laissait pas de place au doute : il ne s’agissait pas seulement d’un laboratoire, vu la taille du site, mais d’un futur centre de stockage. On nous avait roulé dans la farine.



En 1999, un décret autorise la construction de ce laboratoire de Bure, officiellement pour étudier les formations géologiques profondes où pourraient être stockés des déchets radioactifs. Pour accompagner économiquement le laboratoire, deux groupements d’intérêt public (GIP) sont donc créés : **Objectif Meuse** et le GIP de Haute-Marne. Deux importantes structures de lobbying ad-hoc, créées pour convaincre les élus et la population d’accepter ces projets d’enfouissement de déchets.

Chacune de ces organisations disposait à l’origine d’une manne financière de plusieurs millions d’euros par an, issue des taxes d’accompagnement et de la taxe de diffusion technologique sur les installations nucléaires (en provenance pour 78% d’EDF, 17% du CEA et 5% d’Areva) : 9,1 millions pour la Meuse et 9,2 pour la Haute-



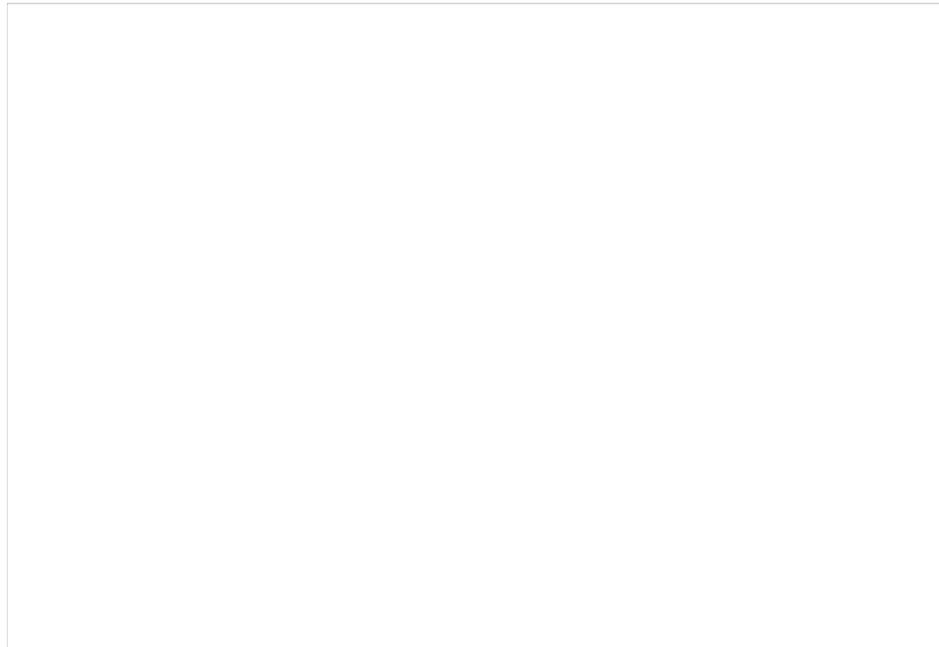
L’URANIUM ENRICHI LA CAMPAGNE

Curiosité française : les villages proches des centrales nucléaires sont gâtés pourris. Pour le meilleur et pour le ...

Marne. Aujourd'hui, les deux enveloppes frôlent les 30 millions d'euros chacune. C'est ce que Nadine Schneider appelle la "valse des millions" :



Depuis 13 ans, l'Andra et les GIP distribuent de l'argent un peu partout, aux collectivités locales, aux entreprises. Tout le monde est arrosé. Dans le même temps, l'Andra fait miroiter la création de 800 emplois avec la création du site, alors qu'il s'agira d'emplois extrêmement spécialisés, qui ne toucheront que peu de locaux. Quand les GIP parlent d'un "accompagnement financier", c'est un terme pour dire qu'ils achètent légalement les consciences.



De 2000 à 2008, le GIP Objectif Meuse a financé environ 1 400 projets et octroie aux communes les plus proches de Bure, une dotation de 400 euros par habitant – en moyenne. Le GIP de Haute Marne a quant à lui 18 communes en "zone rapprochée". Eric Durand, l'un des maires de la zone concernée, touche 600 euros de subventions par habitant. Proche du dossier, un consultant en développement économique constate :



EDF et Areva apportent beaucoup d'argent pour appuyer la structure de recherche, mais aussi pour "dédommager" les deux départements des effets de l'installation de Cigéo. On assiste à des choses aberrantes, à des situations absolument ubuesques, des villages de 200 habitants qui voient la construction d'un passage piéton ou l'éclairage financés... Dans un village, une église ouverte deux fois par an est chauffée toute l'année. Tout cela n'est pas anodin.



Depuis 2006, une nouvelle loi entérine le projet de site de stockage Cigéo, prolongement du Laboratoire. A Verdun, Arsène Lux n'hésite pas à se déclarer "vent-debout opposé à toute notion d'enfouissement" :

“

Creuser un trou, jeter les déchets dedans puis l'oublier, avec les risques potentiels mais probables qui en découlent, est une insulte à nos générations futures. C'est la solution de facilité, alors qu'il faudrait explorer les possibilités de transmutation, de traitement, afin de réduire la durée de vie des déchets. Cela coûte de l'argent, mais il faut le faire, et on n'a jamais engagé d'argent pour des études dans ce sens.

”

Pour le maire, “le simple fait d'avoir une poubelle nucléaire entraîne un préjudice d'image pour la Meuse” qui justifie l'argent grassement distribué par les GIP.



“

La Meuse sera la poubelle nucléaire de France ! Je n'ai pas envie que l'on fasse le lien entre la poubelle nucléaire et Verdun, une terre d'Histoire, sa bataille et son message universel du “plus jamais ça”. Pour corriger le préjudice d'image, ce n'est pas 30 millions qu'il faudrait avoir, c'est beaucoup plus que ça !

”

Où l'on arrose la Meuse et la Haute Marne

Dans la Meuse, Verdun, situé à 70 km de Bure-Saudron, a reçu d'Objectif Meuse 30 181 euros pour l'organisation de la **Foire Nationale de Verdun**, l'une des “plus importantes manifestations en Meuse” en 2010. Arsène Lux déclare :

“

Cet argent ne me dérange pas un quart de seconde, c'est une question de justice. Celui qui entraîne un préjudice doit le corriger ! Le GIP corrige un préjudice, compense un manque à gagner parce que nous aurons moins de touristes. Mais je préférerais me passer de cet argent !



Les élus parlent d'un GIP "*vampirisé*" par le Conseil Général. Et pour cause : **Christian Namy**, le **président d'Objectif Meuse**, est également le président du Conseil Général de la Meuse depuis 2004. Un président **mis en examen**, en 2007, pour usage de faux et prise illégale d'intérêts. Il lui était reproché, par la Cour des Comptes, de nombreuses "*irrégularités*" concernant la gestion du **Lac de Madine et de sa base de loisirs**. En 2009, il avait été condamné à 3 mois de prison avec sursis et à 3.000 euros d'amende pour "*faux et usage de faux en écriture publique*".

Chaque année, le département perçoit directement plusieurs millions d'euros de la part du GIP, selon Christian Namy, qui présente Objectif Meuse en termes élogieux :



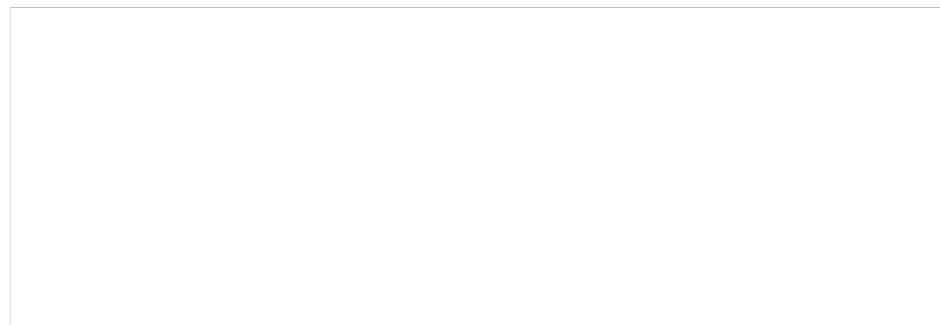
Les 30 millions d'euros par an du GIP servent à développer le secteur où Cigéo sera construit. Objectif Meuse sert à accompagner les projets des collectivités et des entreprises. Entre 500 et 1000 salariés vont venir travailler sur le site, ça nécessite des fonds, c'est de l'accompagnement. Le but d'Objectif Meuse, c'est de donner un cadre de vie agréable aux salariés.



Gilles Barnagaud, premier adjoint au maire de Bar-Le-Duc, situé à 40 km du futur Cigéo :



C'est un marché de dupes. L'Etat n'assume plus certaines compétences, il donne de l'argent en compensation au département, mais il ne l'a pas remboursé à 100%. Cela avait été l'objet d'une fronde de sept départements, en 2010, qui avaient menacé l'Etat d'un procès pour anti-constitutionnalité. La situation n'a pas changé, du coup, la Meuse se sert du GIP pour mener sa politique.



Jean-Pierre Remmele, maire de Bonnet, un petit village de 198 habitants, 7 habitants au kilomètre carré, situé à 500 mètres du futur site, assume totalement l'argent qu'il perçoit du GIP, même s'il s'est toujours opposé au Labo puis à Cigéo.



En janvier 2010, notre conseil municipal s'est prononcé contre Cigéo. Quand il y a eu la réunion du GIP, tous les élus regardaient leurs chaussures en me disant bonjour. Il n'y a jamais eu de consultation

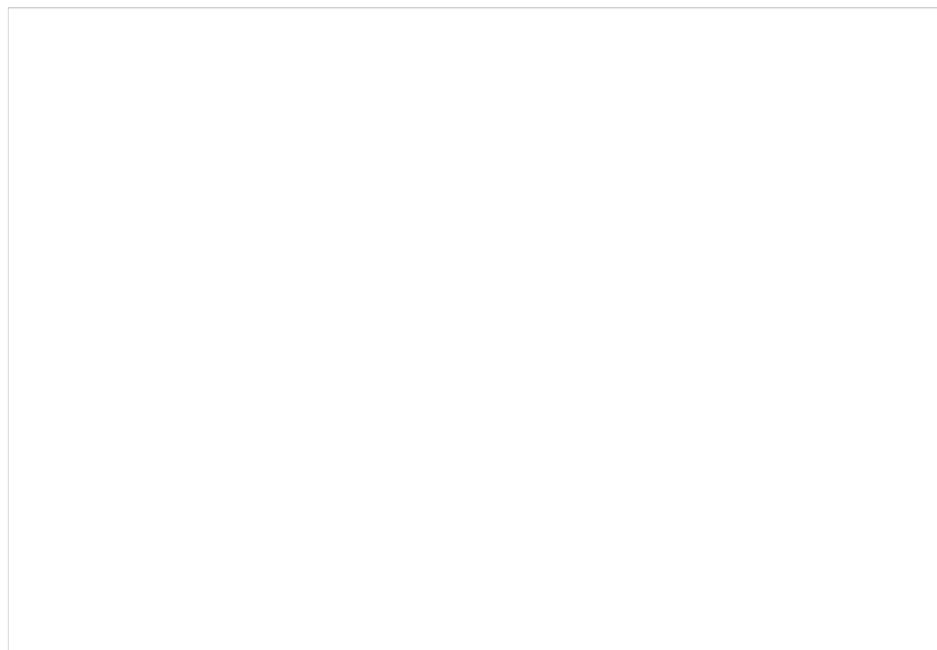
des élus et des habitants du département... On nous balance des valises de billets sur la table, le GIP arrose l'ensemble de la Meuse et tout le monde en profite.



En 2010, Objectif Meuse a versé à la commune de Bonnet une dotation de 104 613 euros (500 euros par habitant), ainsi que 36 209 euros pour “mettre en valeur le village par la lumière”, 4801 euros pour “améliorer les accès et la desserte” de la boulangerie du village, et 13 915 euros pour restaurer deux fontaines.



Quand on voit l'état du département, vous pensez bien que les élus ne crachent pas sur cet argent. Je ne l'accepte pas pour moi, mais pour mes administrés. Notre commune a besoin d'argent, nous avons un monument historique a retaper... Mais nous ne sommes pas dupes, et ce n'est pas cet argent qui nous fera adhérer à Cigéo, bien au contraire ! A partir du moment où le site n'est pas encore construit et qu'on arrose déjà les gens de cette façon, il y a quelque chose de pas clair. Un conseiller général d'un village voisin a dit qu'il espérait que “les fonds d'accompagnement, autrement dit la dotation, seraient à la hauteur des “sacrifices” faits par les territoires”. Ça veut tout dire.



A Bar-le-Duc, ville de 15 757 habitants, Gilles Barnagaud parle d'un “effet d'aubaine”. Tous les ans, la commune perçoit plusieurs centaines de milliers d'euros destinés à financer la création d'une future gare multimodale et le **Festival Renaissance**, le grand évènement culturel annuel du coin. En 2010, le GIP aura distribué 143 275 euros à Bar-le-Duc pour l'organisation de ce festival.



La subvention, on aurait tort de ne pas en profiter. On nous soudoie, l'Etat essaie de nous faire passer la pilule, il tente de calmer sa conscience par une pièce de cent sous. Mais cet argent, c'est une aubaine pour un département en perte de vitesse. Ce que nous n'avons pas par le département, nous l'avons par le GIP. Mais cet

argent ne nous fera pas changer d'avis : au conseil municipal, une majorité est contre le Laboratoire et encore plus contre Cigéo. L'argent, on nous le donne, on le prend, mais on ne nous achètera pas.



Bertrand Pancher, député de la Meuse, soutient l'action du GIP et Cigéo, *“une chance pour le développement économique du département”*, et insiste sur la nécessité d'une *“justice fiscale”* :



L'argent part partout dans les deux départements, mais pas de façon égale entre les villages. On soutient un projet à Verdun, à 70 km de Bure, mais à Mandres en Barrois, à 4 km de Bure, il y a des emplacements, des logements disponibles, mais les chercheurs ne veulent pas venir car il n'y a pas le haut débit... Les habitants du village disent qu'on ne les aide pas assez, qu'ils ont besoin d'aide pour rendre leur village plus attractif. Il faut remettre tout cela à plat, pour éviter que certaines communes se retrouvent avec des robinets en or et des piscines, alors que la Meuse et la Haute-Marne sont des départements en difficulté économique.



Les entreprises aussi ont touché une bonne part du pactole. Certaines sans véritable lien avec le secteur du nucléaire. Au total, ce sont 85 entreprises qui ont bénéficié d'aides, le plus souvent, à *“l'acquisition de matériel”*. A Savonnière, les Fromageries Bel ont touché de 363 316 euros pour construire un nouveau garage. A Fains Véeel, à 52 kilomètres de Bure, le Laboratoire Dentaire Etienne s'est vu financer son matériel de production à hauteur de 13 398 euros.

La Haute-Marne n'est pas en reste. OWNI a obtenu **la liste des subventions allouées aux entreprises et communes du département** sur l'année 2011 : plus de 300 aides allouées à des projets divers et variés pour les communes, proches ou non du laboratoire d'enfouissements de déchets de Bure.



En 2013, un débat public est prévu. Pour Nadine Schneider, de Bure Stop, *“ça ne changera sûrement rien”*. La militante critique un *“habillage de communication”*, un projet où *“tout est écrit d'avance”*, et où les élus locaux, *“qui disaient oui au Labo mais non à l'enfouissement”* dans les années 1990, ont accepté la notion de *“stockage réversible”* :



Dès le début, il n'y a eu aucune vraie consultation de population, à part quelques petites réunions, qui étaient tout sauf de la consultation. Il y a bien eu un débat public en 2005, mais tout était déjà réglé avant le débat, alors que des études disaient que l'enfouissement n'avait pas le vent en poupe auprès des citoyens. Le "stockage réversible", c'est un terme inventé, un jeu de sémantique, alors qu'en réalité, il s'agit d'un stockage définitif.



En 2015, l'Andra remettra au gouvernement et à l'**ASN** (Autorité de sûreté nucléaire) une demande d'autorisation de création du site Cigéo. Si la demande est acceptée, "le GIP sera remplacé par des investissements, entre 10 et 15 milliards d'euros pendant trente ans", explique Bertrand Pancher. "La question est de savoir où iront ces investissements. Il faut que l'argent soit partagé équitablement, notamment pour installer dans de bonnes conditions les futurs salariés du site." Et d'avouer à demi-mot l'intérêt des conseillers généraux lors de la présentation du projet du Laboratoire de Bure :



Il y a 15 ans, on ne parlait pas clairement du sujet du stockage, on parlait du Labo de recherche. Il y a eu un lobbying des conseillers généraux, qui ont vu là une manne financière importante. Ils ont dit "on s'est battus pour accueillir cet équipement, on veut que ça nous revienne".



A terme, "Cigéo générera en contrepartie des retombées fiscales pour les collectivités, des impôts et des recettes", se réjouit Bertrand Pancher, qui réclame néanmoins des "garanties" lors d'un "véritable débat public" en 2013, quant à la sécurité du site d'enfouissement.

Illustrations **ANDRA.FR**, tous droits réservés ; Photos par E.Sutre, P.Demail et Studio Durey pour l'ANDRA, tous droits réservés.

Couverture : déchet nucléaire vitrifié par **PNNL Pacific Northwest National Laboratory (CC-byncsa)**

JM

le 14 février 2012 - 12:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Excellent résumé d'une situation qui n'est pas nouvelle... Pour avoir discuté avec pas mal d'opposants "historiques" à la construction des premières centrales nucléaires dans les années 60-70, cela ne se passait pas différemment. Aujourd'hui encore, des villages comme Fessenheim en sont à éclairer des pistes cyclables en plein champ pour écouler la manne financière.

Petite critique quand même: qualifier la préfecture du département (Bar-le-Duc) de "village", c'est un peu abuser. A partir de 5000 habitants, c'est une ville, même si elle n'est pas bien grosse...

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CLAIREBERTHELEMY

le 14 février 2012 - 13:21 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Oui effectivement, Bar le Duc est une ville, pas un village...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

KLAF

le 14 février 2012 - 12:35 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Papier très intéressant, par contre "Bar-le-Duc, village de 15 757 habitants", on parle d'une préfecture... (certes pas la plus grosse de France). Et sinon rien du côté de Gégé Longuet, sénateur du département depuis 2001 et ancien président du conseil général de 1993 à 2004, soit pendant toute la période de gestation du projet ?

VOUS AIMEZ



5

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ANDRÈDE

le 15 février 2012 - 9:54 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,

2 réactions à cet article :

- Cigéo n'est pas en construction (cf 2e paragraphe). Il le sera peut-être un jour, s'il en a l'autorisation. Comme vous l'écrivez à la fin de l'article, une demande d'autorisation de création doit être faite en 2015. Et cette demande ne peut intervenir qu'après le débat public de 2013. Ce qui existe actuellement près de Bure, c'est le Laboratoire souterrain de l'Andra, qui lui n'accueille pas de déchets radioactifs mais sert à faire des recherches, notamment pour garantir que le stockage sera sûr pour la population et l'environnement, à court et à long terme.

- Sur les sommes versées aux deux territoires : Le fait est que personne ne veut sur son territoire d'un centre de déchets radioactifs a priori, aussi sûr soit-il. Pourtant il faut bien faire quelque chose des déchets déjà produits. Alors pourquoi ne pas apporter une compensation financière à ces territoires ? Ils acceptent tout de même des déchets provenant de toute la France, résultant de la consommation énergétique de tous les Français ? A moins que vous pensiez qu'il est plus sage de laisser les déchets en surface, là où ils sont actuellement ? Y compris pour les générations futures ?

VOUS AIMEZ



8

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ERIC

le 16 février 2012 - 19:38 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



En effet je pense qu'il est plus sage de laisser ces déchets en surface! On parle de produits radioactifs qui le resteront pendant encore des dizaines de milliers d'années, au minimum ! Une fois enterrés ils risquent d'être simplement 'oubliés' dans pas longtemps !

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GÉOLOGUE

le 17 février 2012 - 16:20 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Les motivations des personnes qui promeuvent le stockage en surface sont de plusieurs ordres. Passons les en revue :

- En surface, c'est mieux, on peut s'en occuper, on peut réparer les colis fuyards.

Bien, compte tenu de ce que ces déchets doivent se tenir tranquille, c'est à dire rester isolés de la biosphère de surface, pendant quelques centaines de milliers d'années (pour donner un ordre de grandeur), il semble plus judicieux de confier la sûreté à long terme aux couches géologiques, en l'espèce à des argiles vieilles de 165 millions d'années, plutôt que de les laisser en surface, où à échéance de quelques siècles les colis vont fuir et se dégrader. Car c'est en surface que les agressions les plus dangereuses contre ces colis vont advenir : gel, inondations, guerres. Il faudra donc toute une population

de travailleurs pour veiller sur un tel stockage en surface et inlassablement le réparer. Qu'advindra t-il de cette surveillance au cas où les capacités techniques et financières de la civilisation actuelle se dégraderaient, au point où on ne sache plus entretenir ce stockage ? Au sceptiques, je conseille de se remémorer ce qui s'est passé en URSS au moment de la chute du mur de Berlin.

Alors, pourquoi ne pas les mettre au sein de la terre, dans un stockage qui aura toutes les chances de bien assurer son rôle pendant le million d'années qui vient, même si l'on en est revenu à chasser le bison à coup de lance et de gourdin ? Cela s'appelle de la sécurité passive. Vous remarquerez au passage que j'ai usé du conditionnel : l'homme n'est pas Dieu, il est contraint de faire sans être tout à fait sûr.

- Autre motivation, de la part de certains, la mortification. "Nous" avons produits ces déchets affreux, il n'y a pas de plus grand pécher, il faut que l'Homme en subisse les conséquences et que, tel Sisyphe condamné à remplir un tonneau percé, il ait à jouer de la truelles pendant des lustres. En vertu de quoi on lègue cette mortification à nos descendants (les fameuses générations futures). Pas terrible.

- Et pour finir : "les scientifiques trouveront une solution dans le futur". C'est très curieux cette foi en la science du futur, que les mêmes dénie à la science du présent. Certes, il ne fait aucun doute qu'on fera mieux, mais cela n'invalide pas forcément toutes les décisions basées sur nos connaissances actuelles.

VOUS AIMEZ



7

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

HARDKOR

le 15 février 2012 - 13:58 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Au vu des récents évènements japonais il est clair que le nucléaire est une abomination.

Cela étant dit, maintenant que l'on a ces déchets nucléaires, qu'est ce qu'on en fait ?

Ce genre de stockage reste la meilleur solution pour l'instant je pense car en cas de grosse catastrophe type épidémie (voir le docu-fiction "après l'armageddon") il faut que cela puisse maintenir passivement un certain niveau de sécurité.

Je vous conseil à ce sujet le documentaire "Into Eternity" qui traite d'un projet semblable, sans pour autant faire l'apologie du nucléaire, loin de là. Ce film montre que ce genre de projet assure un certain niveau de sureté.

VOUS AIMEZ



6

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

AYDEL

le 15 février 2012 - 18:18 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



A REGARDER DE TOUTE URGENCE

Prendre conscience de l'enjeu de nos déchets, s'interroger sur l'avenir des générations à venir et plus encore.

Voilà ce que nous apporte le reportage de M. Madsen, "INTO ETERNITY"

<http://bistrobarblog.blogspot.com/2011/05/into-eternity.html>

Tout simplement glaçant, de découvrir que les scientifiques n'ont d'autres solutions que d'enfouir les déchets. Et pour lot de consolation, de répondre aux journalistes que l'énergie nucléaire dépend de ressources énergétiques épuisables.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GÉOLOGUE

le 15 février 2012 - 19:18 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bof !

C'est entièrement à charge contre le stockage, c'est un article réservé à une coterie de

convaincus. Pas trop d'intérêt.

On a des déchets, il faudra s'en occuper. Ma génération a été élevée dans l'idée qu'un problème, il fallait le résoudre (sans s'illusionner toutefois sur la perfection de la solution choisie).

Cette génération est pétrie du principe de précaution : on ne bouge pas avant d'avoir tout prévu. Cette option est toute aussi irréaliste que de prétendre que la solution choisie est parfaite et qu'on a tout prévu.

Il faudrait revenir aux bases : l'homme est faillible et mortel, en conséquence il fait ce qu'il peut et Dieu (s'il existe) dispose.

Cette propension actuelle (en France) à voir toujours la bouteille à moitié vide, à se désoler avant d'avoir subi les éventuels désagréments induits par l'action lancée, ce manque d'enthousiasme, me mets en colère. Et n'allez pas me raconter que c'est normal, que la vie est dure, ... Pour nous, pays nantis, vivant du pillage des ressources aux dépens des pays pauvres, la vie est quand même sacrément plus belle que dans certains bidonvilles de ma connaissance.

VOUS AIMEZ



4

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DOC LANSKY

le 16 février 2012 - 16:47 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Mais étudier l'enfouissement, ce n'est justement pas "s'occuper d'un problème", c'est au contraire renoncer à s'en occuper, c'est cacher la saleté sous le tapis en priant pour qu'elle se dissolve.

S'occuper de ces déchets existants, ce serait au contraire améliorer la sûreté des conditionnements et du stockage en surface, et mettre la communauté scientifique et humaine au travail. Pour résoudre ce problème sans précédent pour l'humanité; et trouver une véritable solution qui élimine le risque; pas ce pis aller indigne.

Notre génération a produit ces déchets. Erreur ou pas ce n'est pas le débat.

Nous avons en effet le devoir de nous en occuper et de préserver les générations futures de cette terrible menace. Ce qui se passe à Bure est exactement l'inverse. On étudie certes. Mais on étudie comment se débarrasser de ces déchets le plus rapidement possible et le plus longtemps possible; c'est un abandon, un renoncement, une perte d'espoir. Qui dit que dans 100 ans, on n'aura pas trouvé la solution: les déchets enfouis seront alors irréversiblement perdus pour la science (car on n'ira jamais les rechercher, réversibilité ou pas) et menaceront l'humanité.

Tout cela est dicté par une affaire de gros sous: on va au plus simple. c'est indigne. il n'y a pas d'autre mots. Alors faire la morale et dire qu'il faut s'en occuper!! Merci bien!! Ce discours devrait s'adresser à nos politiques qui renoncent. Car Bure est un renoncement. Rien d'autre.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GÉOLOGUE

le 17 février 2012 - 16:23 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Puis-je vous inciter à voir ma réponse à vos arguments qui se situent 3 posts plus haut, au titre de réponse à Eric ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ZGILLF

le 15 février 2012 - 22:33 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Pancher ! Secrétaire national de l'UMP ! Quand quelqu'un lui reproche d'avoir voté l'oppsi, il répond : "c'était quoi cette loi ?"

Pour en revenir à nos containers de déchets à haute activité...

Un des problèmes du stockage géologique profond, c'est l'eau.

A quelle vitesse remontera-t-elle la couche argileuse ?

L'estimation était de 30 000 ans avant les carottages qui ont certainement créés des fissures.

Une autre question, c'est comment les radionucléides se déplacent-ils dans l'eau ? (par exemple, si on met du sirop dans de l'eau, l'eau ne bouge pas mais le sirop si).

A la sortie du refroidissement à La Hague, les colis finaux ont une température extérieure nettement supérieure à 100 degrés celsius.
Donc le problème qui se pose n'est pas "à quelle vitesse l'eau, contenant des radionucléides (ben oui, les containers ne sont pas censés les retenir indéfiniment, tant pis pour les naïfs), va-t-elle remonter les 500 mètres de la couche argileuse" mais plutôt "à quelle vitesse la vapeur d'eau contenant les radionucléides va-t-elle remonter par les fissures?"

Sinon on est content que des villages qui se désertifient puissent refaire leurs trottoirs.
Au vu des agrandissement du site, y'en a qui ont fait des belles culbutes en rachetant les terrains environnants...

Comment ?

Des élus ?

Ah ça je sais pas moi...c'est sûrement visible aux cadastres...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GÉOLOGUE

le 16 février 2012 - 12:10 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*oui, l'eau va revenir au contact des colis ;
oui, il se crée une zone endommagée autour des puits et galeries ;
oui, la diffusion existe.*

De bonnes questions, mais que l'Andra étudie depuis plus de vingt ans, notamment dans son laboratoire souterrain de Bure.

Pour ce qui est des achats de terre, les EPIC comme l'Andra ne peuvent acheter qu'au prix déterminé par la SAFER, ce qui exclut que les propriétaires touchent x fois le prix habituel des terres ddans la région.

VOUS AIMEZ



5

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ZGILL.F

le 16 février 2012 - 21:34 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



En clair ça veut dire :

*-les colis ne sont pas hermétiques et fuiront dans un laps de temps beaucoup plus court que la demi-vie des poisons qu'ils contiennent.
-on ne connaît pas encore (et peut-être pas de sitôt) à quelle vitesse ces poisons vont remonter à la surface mais ils remonteront. Le fait que l'Andra l'étudie depuis 20 ans me ravit (je suis content quand il y a de la recherche) mais ça ne résout rien au problème de fond. Que ce soit 20, 50, 100 ans (et à mon avis ça ne devrait pas être beaucoup plus) ça remontera rendant les territoires avoisinants invivables.*

- la température des colis à l'entreposage (supérieure à 100°C) facilitera la remontée de ces poisons.

-concernant les terrains alentour et malgré un prix d'achat fixé il n'empêche que les terrains ont changé de propriétaire avant l'extension.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GÉOLOGUE

le 17 février 2012 - 16:50 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Sur le problème du stockage en surface ou en profondeur, j'ai fait une réponse à Eric, quelques posts plus haut.

- Colis hermétiques. Tout d'abord une boutade qui n'en est pas une. Le coureur cycliste dit des chambres à air qui équipent ses pneus qu'elles sont étanches, alors que l'ingénieur qui les a conçues dit qu'elles ont un très faible taux de fuite. Personne ne ment dans cette fable, puisque le but est que les pneus restent gonflés pendant toute la durée de la course.

Le but dans un stockage de déchets nucléaires, je schématise outrageusement, c'est que le peu de radionucléides qui risque de remonter en surface se soit désintégré avant de l'atteindre. Le but est que la "dose de radioactivité" qui sorte dans le pire des cas soit inférieure de plusieurs ordres de grandeur à celle acceptée pour le public. Il ne faut pas prétendre à une étanchéité parfaite et éternelle : cela tombe bien, les ingénieurs savent qu'elle n'existe pas.

- quand à rendre les terrains invivables, il y vraiment très très peu de chances que cela arrive.

- La température des colis HA dépend de la manière dont ils sont refroidis. On sait maintenant qu'il ne faut pas descendre des colis C qui aient une puissance thermique supérieure à 500 W, si on ne veut pas dépasser 90°C au moment du stockage. Ensuite la radioactivité diminue, et donc la puissance thermique, et donc la chaleur. Effectivement, l'effet du chauffage sur les circulations d'eau dans la roche hôte ont été étudiés.

- Achat des terrains : des terrains ont en effet été achetés (à l'amiable) et en plus grande quantité que ce qui sera nécessaire. En effet, il faut constituer des réserves foncières dans le but de faire des échanges pour compenser les surfaces qui seront prises au propriétaires sur les terrains desquels se construiront les installations, si toutefois le feu vert nous est donné. Il n'y a rien que de très habituel en la matière. Les terrains non utilisés seront affermés ou revendus.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ZGILL.F

le 17 février 2012 - 17:55 •
SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



On sait que les colis ne doivent pas être descendu au dessus d'une certaine température mais le temps presse et les capacités de stockage de La Hague arrivent à saturation.

Estimer que la radioactivité qui remontera n'aura pas d'impact sur les territoires est prendre un pari osé. Outre les fuites qui iront vers la surface, il y aura aussi des fuites dans le sol.

Si le feu vert vous est donné. Vous défendez votre bifteck, c'est honorable.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GEOLOGUE

le 19 février 2012 - 1:04 •
SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Défendre son beefsteak.

C'est une bonne question, mais je ne pense pas que les chercheurs fassent une science sans conscience. L'Andra est une agence d'état : on n'y vend pas des savonnettes, le but c'est tout de même la sécurité des citoyens.

Passons à un autre aspect de la question : l'aveuglement scientifique. Le scientifique jeune a dès fois une tendance à s'engouffrer dans l'entonnoir de sa spécialité, à être (trop) sûr de sa science, à croire que sa modélisation est le monde. Si j'osais un emprunt : "la carte n'est pas

le territoire". Bon, les vieux ne sont pas forcément immunisés, mais généralement avec l'âge on prend du recul, c'est salubre et permet de remettre les simulations dans le contexte de la vraie vie. Quand à l'aspect financier "défendre son beefsteak" franchement non. Mais c'est une bonne question : peut-on savoir si l'on ne s'aveugle pas soi même ? Si on fait de l'auto-allumage ? Si le cercle que l'on parcourt n'est pas vicieux ? On peut y penser en se rasant le matin, quand on se voit dans la glace.

VOUS AIMEZ



0

LUI
RÉPONDRE

VOUS N'AIMEZ PAS



0

ZGILL.F

le 19 février 2012 - 23:44



• SIGNALER UN
ABUS - PERMALINK

Suis pas certain qu'on laisse un budget à des hommes de science par trop consciencieux. D'ailleurs bon nombre de chercheurs, moins bien dotés que ceux travaillant dans le nucléaire, se sont un peu énervés du sort qui leur était fait en France. Pour les buts de l'Andra, suis bien d'accord qu'on va pas dire qu'ils ont juste pour mission de gérer les déchets de l'industrie nucléaire exclusivement aux meilleurs coûts. Ce que je ne pense pas des personnes qui y travaillent sur la sismologie, sur la transmutation, sur tout ce que vous voudrez...mais les décideurs ne sont pas les chercheurs. L'aveuglement scientifique c'est de se persuader que les questions soulevées par des non-scientifiques ne sont pas recevables. Quant à défendre son beefsteak (je vous remercie pour la correction) il n'est question que de ça. Le problème ce n'est pas la science du nucléaire (j'essaie de suivre ce qui se passe au CERN), c'est son industrialisation. Et quand Bure sera complet, on ferme et on en ouvre un autre ailleurs ?

VOUS AIMEZ



0

LUI
RÉPONDRE

VOUS N'AIMEZ PAS



0

FRAN

le 23 mai 2012 - 16:12



• SIGNALER UN
ABUS - PERMALINK

"..... le but, c'est tout de même la

sécurité des citoyens” Ha bon
???

C'est pour ça qu'on empoisonne
perpétuellement les citoyens avec
de la malbouffe farcie
de produits chimiques de tous
ordres ; avec des “médicaments”
qui tuent à petit feu plus
qu'ils ne soignent – quand ils ne
tuent pas à court terme ; et que
l'agriculture française a été
“vendue” à des Monsanto ? Je
passe sur le reste, la liste est trop
longue !!!

Alors, le nucléaire, bof ! On peut
bien leur en rajouter un peu aux
“citoyens”, hein ?! Et je ne
parlerais même pas de l'extraction
du gaz et huile de schiste qui va
encore éradiquer des kilomètres
de territoire de nature... Parce qu'
“ils” y arriveront, vous verrez, vu
que c'est l'argent le roi (pas celui
de la “crise”, ça c'est pour les
citoyens...) Vous me direz <> (A
part l'homme, il ne reste pas
grand chose côté prédateurs,
quant au gibier il est loin d'être en
bonne santé et mieux, élevé pour
être tué plus facilement (...) et les
forêts et autres sites, ils
appartiennent à des tueurs !) Bref.
La “France” elle porte bien mal
son nom vu tout ce qu'il s'y
passe.

Son vrai nom aujourd'hui c'est :
“POUBELLE”, et ce , dans TOUS
les sens du terme !

Alors, la “sécurité des citoyens”
... Ne nous en parlez surtout pas
!

Il paraît qu'il y a une “crise”...

Tiens tiens ! Pour le lobby
nucléaire (comme pour tous les
lobbys d'ailleurs), c'est bizarre, là,
il n'y a pas de crise, l'argent y
coule à flots ...

Alors, ça sert à quoi de débattre,
puisque de toute manière, les
salopards finiront toujours par
faire ce qu'ils veulent et peu
importe le moyen mafieux d'y
parvenir !

VOUS AIMEZ



0

LUI
RÉPONDRE

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LA CAMPAGNE À VÉLO

le 27 février 2012 - 16:10 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Les journalistes à vélo, Raphaël Krafft et Alexis Monchovet étaient à Bure il y a
quelques jours. Ils étaient logés par un habitant du village. Agriculteur à la retraite,
Marcel est contre l'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. Il avoue pourtant avoir
polluer la terre à coup de pesticides pendant des années...

A voir ici :

<http://api.dncloud.net/player/pubpage/4e7343f894a6f677b10006b4/4f44d2f9f325e15a9e002bc7/e6858f17bdff4f348d9:wmode=transparent>

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

4 pings

Sarkozy, Besson, Hollande : les déchets nucléaires en héritage « Petits Matins et Grand Soir le 14 février 2012 - 15:10

[...] OWNI : Planque radioactive Le 14 février 2012 Claire Berthelemy et Fabien Soyez [...]

Planque radioactive : 15 km² sous-terre « L'info "Autrement" cftc hus le 16 février 2012 - 0:30

[...] 65 300 m³ de déchets de moyenne activité et 7 910 m³ de déchets de haute activité... Via owni.fr Partager cet [...]

30 km² de déchets radioactifs... « Mon Monde à Moi... le 18 mars 2012 - 18:44

[...] Schneider, porte-parole de l'association, que nous avons interrogée sur le financement et l'arrosage des élus est catégorique concernant le projet Cigéo : Ils jouent juste sur les mots : la réversibilité [...]

Souriez, vous êtes atomisés : 30 km carrés de déchets radioactifs. 500 mètres sous terre, en France, entre la Meuse et la Haute-Marne, la plus grande décharge nucléaire souterraine est en cours de construction. Pour accueillir des tonnes de déchet le 21 mars 2012 - 8:28

[...] Et à raison de millions dépensés en infrastructures pour leurs communes, sous le doux nom de dotations communales. La refonte des routes, le chauffage dans les églises et les nouvelles salles des fêtes sont le prix de l'acceptation du nucléaire. En plus de ces dotations, les habitants peuvent eux-mêmes déposer des dossiers pour des demandes de subventions. Les entreprises en bénéficient dès qu'elles le peuvent. Sans savoir parfois que "c'est l'argent du nucléaire" confie un chef d'entreprise – petite – à qui le GIP de Haute-Marne a octroyé une subvention l'an dernier. [...]